

La durabilité en renfort. Requalification d'un projet urbain. Le cas de la Zone de l'Union (Nord)

Caroline Lejeune et Bruno Villalba

Caroline Lejeune, doctorante science politique, Ceraps (Centre d'Etudes et de Recherches Administratives Politiques et Sociales, CNRS-UMR 8026) - Université Populaire et Citoyenne - lejeune.ca@gmail.com

Bruno Villalba, Maître de conférences, science politique, Institut d'Etudes Politiques de Lille, Ceraps (Centre d'Etudes et de Recherches Administratives Politiques et Sociales, CNRS-UMR 8026) bruno.villalba@sciencespo-lille.eu

Ce texte est issu d'une recherche « Vers un « nouvel esprit de la Démocratie ». Concertation instituée et mobilisation citoyenne autour de l'aménagement de l'écoquartier intercommunal de l'Union – Roubaix, Tourcoing (2010-2013), financée par le Programme Décision, Concertation, Environnement (Ministère de l'écologie, ADEME), Projet de recherche issu de l'APR 2009.

Résumé

Dans le versant nord-est de la métropole Lilloise, la zone de l'Union, ancien espace de production du textile, se trouve depuis les années 70 dans une situation fragilisée. Malgré une succession de projets d'aménagement, la zone demeure un territoire en devenir. L'appropriation du concept de développement durable dans la modélisation du projet de reconversion urbaine va contribuer à redéfinir le projet de renouvellement. La durabilité a permis de reformuler les orientations, permettant à chaque acteur de renégocier sa place dans sa mise en œuvre. La zone se voit ainsi labellisée « *éco-quartier pilote* ». Pour autant, l'intégration de la durabilité s'inscrit à la suite d'une histoire complexe, qu'elle ne peut faire oublier. L'article se propose d'interroger les modalités d'appropriation de cet enjeu, afin de parvenir à la construction d'un projet de territoire suffisamment cohérent et adapté aux attentes, parfois contradictoires, des parties concernées.

Mots clés

Politique de renouvellement, territoire, durabilité, éco-quartier, citoyenneté.

Introduction

Comment un territoire urbain en reconversion s'adapte-t-il aux enjeux de la durabilité ? Au-delà des opportunités discursives, en quoi l'utilisation du qualificatif d' « *éco-quartier* » participe-t-il réellement à la reformulation d'un projet de territoire ? Lors d'un projet d'aménagement, le territoire est un espace d'agrégation des intentions préconisées par les animateurs du projet, mais aussi un lieu où s'expriment les traces du passé de ses habitants. Par ailleurs, construire un tel projet suppose de mettre en place des procédures d'élaboration du projet, qui sont plus ou moins ouvertes — en ce sens qu'elles peuvent permettre une

expression des attentes des habitants, tout autant qu'elles sont un moyen de valoriser les priorités politiques du moment¹. Le territoire de l'Union est un espace intercommunal de 80 hectares, situé aux carrefours et à la périphérie des villes de Roubaix, Tourcoing, Wattrelos dans la région Nord-Pas de Calais². Il détient une position transfrontalière stratégique, en raison de sa proximité avec la Belgique.

Photo 1. Zone de l'Union, vue Aérienne



© LMCU - 2008

Historiquement, ce territoire a été traumatisé par les crises de l'industrie du textile des années 70, puis par les fermetures successives des industries dans les années 1990. La zone va faire l'objet de nombreux projets de réhabilitation ou de requalification, suivant en cela les différentes options des politiques de la ville³. Cette succession de projets s'est accompagnée de l'importation de différents référentiels nationaux de la Ville Renouvelée⁴, au pôle d'excellence⁵ puis, récemment, d'écoquartier (Frsiak, 2009 : 5).

Le passage d'un *projet urbain* vers un *projet urbain durable* —sous les auspices du terme *écoquartier* — nous offre l'opportunité de saisir les modalités d'appropriation de la *durabilité*

¹ L'histoire des politiques de la ville révèle cette primauté du moment dans les orientations d'aménagement, voir Donzelot Jacques, *La Ville à trois vitesses*, Paris, Editions de La Villette, 2009.

² Le site de la SEM présente une vision générale de ce territoire : <http://www.lunion.org/>;

³ « Au rayon des fantasmes du réaménagement de la métropole lilloise, la Zone de l'Union occupe, entre Roubaix, Tourcoing et Wattrelos, la tête de gondole » « L'Etat paiera et le CETI naîtra... » *Nord-Eclair*, 30mars 2007. Voir Lille Métropole Communauté Urbaine, 2005, *Présentation du Centre Européen des Textiles Innovants*.

⁴ Le concept de « Ville Renouvelée » fait son apparition dans le débat communautaire lors de la préparation du Schéma Directeur de la métropole lilloise, en 1993/1994, il naît du constat du non développement de toute une partie du territoire, en très grande difficulté. Ce concept de Ville renouvelée se trouve inscrit dès le Schéma Directeur intermédiaire de 1996 comme une des priorités majeures dans le développement de la métropole. Ce concept de Ville Renouvelée veut introduire une nouvelle gestion urbaine associant les outils de la Politique de la Ville, et de développement économique à l'urbanisme classique.

⁵ Lille Métropole Communauté Urbaine, direction générale de l'aménagement et du renouvellement urbain, avril 2003, « Roubaix-Tourcoing-Wattrelos. Le site intercommunal de l'Union : Construire un pôle d'excellence métropolitain. Marchés de définition sur appel d'offres restreint. Cahiers des clauses techniques particulières ».

et d'analyser en quoi l'usage de la durabilité peut participer à renouveler le sens et l'organisation de ce projet urbain. Rappeler l'histoire de ce territoire permet de comprendre le processus d'intégration de la *durabilité* dans ce projet d'aménagement, en tenant compte de la configuration sociale et écologique de l'espace territorial concerné. Notre propos n'est pas d'analyser le bienfondé de l'utilisation de ce qualificatif (Emelianoff, 2008 et 2007), mais d'en saisir l'usage performatif dans la requalification technique mais aussi dans la reformulation politique de ses intentions. Cette intégration entraîne-t-elle une modification des orientations du projet, ou vient-elle corriger, voire lier, des options d'aménagement différentes ?

Reconstituer l'enchaînement des projets urbains sur ce territoire offre l'opportunité de mettre en évidence les options divergentes des acteurs locaux sur les perspectives du site. Cette étape permettra de reconstruire l'identité spatiale du territoire tout en déclinant les représentations sociales des acteurs locaux concernés. Elle mettra en évidence la difficulté de construire un projet politique de ce territoire, alors soumis aux aléas des crises industrielles. Elle sera aussi l'occasion d'insister sur l'influence du mille-feuille institutionnel pesant sur l'élaboration d'un projet de requalification urbaine⁶. Enfin, nous analyserons l'introduction de la durabilité sur ce territoire de l'Union et étudierons l'appropriation du concept de durabilité urbaine par les acteurs locaux et son incidence sur les représentations sociales et institutionnelles.

1. Discontinuité des projets urbains

La Zone d'Activité de l'Union possède une histoire industrielle typique de ces territoires sur lesquels se déploient et se dévoilent les contradictions sociales, économiques et environnementales (Vandermotten 2007 : 156). Elle est aussi révélatrice des stratégies politiques locales, issues de la confrontation des acteurs institutionnels (Desage, 2006 : 129-147).

1.1. Une territoire industriel en déshérence

Le territoire de l'Union est en premier lieu *un territoire industriel*. Les usines textiles s'y installent au début du XIX^e siècle, remplaçant un milieu rural. Cette industrialisation du versant nord-est de la métropole favorise l'urbanisation de la ville (Donzelot 2009 : 31) et attire les populations en quête d'emploi. L'urbanisation mêle habitats ouvriers, usines textiles ou chimiques, maisons de maître et voies de communication construites en fonction des

⁶ Plusieurs études ont été menées sur la zone de l'Union et l'histoire de sa reconversion, voir notamment Gaudefroy, Estienne, 2008.

besoins du moment, sans répondre à un plan d'aménagement. Cet espace connaît une rapide et importante densification. L'arrivée du chemin de fer dès 1842, puis l'inauguration de la branche du canal traversant l'Union en 1876, ainsi que les divers axes de communication viennent compléter l'aménagement. Ce territoire favorise la construction d'une culture et d'une organisation sociale populaire autour du textile. Il est aussi révélateur de stratégies propres aux milieux patronaux (Matejko, 2004 : 147-164).

La dépression des années 1970 provoque la délocalisation ou la modernisation des industries, engendrant un chômage croissant. La crise du textile des années 1980 continue la période noire. Cela produit de nombreux sites pollués et friches délaissées. Il cumule des inégalités sociales et des inégalités écologiques (Emelianoff, Theys 2001 ; Laigle 2005). Ce territoire illustre bien la non-durabilité, évoquée par l'élus écologiste Jean-François Caron (Caron, 2002).

Sur le plan social, les conséquences sont tout aussi importantes, avec une déstructuration de la cohésion sociale (David et *al.*, 2006). Le choix d'un usage exclusivement industriel réduit la multifonctionnalité de l'espace, entraînant ainsi la quasi-disparition de logement sur ce territoire. Cette situation se renforce avec les premiers travaux de démolition et l'acquisition ou l'expropriation des derniers logements situés aux limites du territoire de l'Union par l'Etablissement Public Foncier depuis la fin des années 90. Une fois acquis, ces logements sont murés, renforçant davantage *l'effet de quartier déchu* et provoquent un sentiment d'abandon et de nostalgie pour les derniers survivants du textile et des habitants vivant à proximité. La fermeture des commerces et des services de soins contribue à limiter l'accès aux aménités. La segmentation du territoire accentue la rupture avec les centres villes. Enfin, la fin des dernières usines en 2004 (*le Peignage de la Tossée, et la brasserie Terken*) renforce l'image négative de l'Union⁷. Cette dépréciation du territoire favorise la ségrégation spatiale des populations urbaines socialement défavorisées (Bret 2009).

Sur le plan écologique, les dégradations environnementales sont visibles, à travers les friches industrielles, de plus en plus fantomatiques au fur et à mesure du déclin des activités industrielles. Les inégalités écologiques constatées sur le territoire de l'Union se déclinent sous quatre aspects (Laigle et Oehler 2004) ; 1) des inégalités territoriales liées à l'héritage industriel du textile de la zone de l'Union et au sous-développement des politiques urbaines ; 2) l'inégalité d'accès à l'urbanité et au cadre de vie ; 3) l'inégalité d'exposition aux risques

⁷ Ce n'est pas un fait isolé dans la région Nord-Pas de Calais. Au début des années 1990, on recensait 10.000 hectares de friches industrielles dans la région, soit près de la moitié des friches françaises (Zuindeau, 2002 : 159).

sanitaires ; 4) les inégalités dans la capacité d'influence sur les politiques environnementales et urbaines. Ces inégalités écologiques soumettent les populations à des risques sanitaires engendrés par des technologies industrielles non maîtrisées et provoque un cumul d'inégalités sociales et écologiques (Theys : 2000) autour de l'Union.

1.2. Un territoire de mobilisations

Le territoire de l'Union ne reste pourtant pas un espace abandonné. Du côté des institutionnels (élus et administrations), du secteur privé, comme du côté des habitants, de nombreux projets pour le territoire apparaissent.

Dans les années 80-90, la zone de l'Union devient *un territoire de potentialité institutionnelle*. Cela se traduit par la succession de différents projets (un centre tertiaire, un stade olympique, un centre culturel) mais qui ne font pas l'objet d'une planification globale, ralliant les contraintes financières, les options industrielles, les contraintes écologiques et la gestion du défi social, très lourd sur cette zone. Les différents projets se heurtent à la difficulté de gérer en même temps ces incertitudes. Dans d'autres zones, comme dans le bassin minier, on voit apparaître des dispositifs ad hoc générés pour permettre l'adoption de nouvelles règles de gouvernance locale (Goxe et *al.* 2008 : 171-204). Dans le cas présent, la violence de la crise du textile a inhibé la capacité de projection des responsables politiques, paralysés par l'ampleur de l'hémorragie économique et sociale⁸.

Ce territoire dispose néanmoins d'une identité territoriale importante construite autour de la solidarité ouvrière. Il existe, au sein de la population locale, un sentiment d'appartenance à cet espace, modelé par l'histoire industrielle et des valeurs qui l'accompagnent⁹, ainsi que par les relations de proximités établies entre les habitants (Neveu, 2004 : 59-66). Cette identité résulte aussi des mobilisations locales importantes telles que les luttes urbaines de l'Alma-Gare, à Roubaix, initiées par une diversité d'acteurs (associatifs et militants politiques) (Miller, 2002 : 77-99). Ils ont formulé des expertises citoyennes au bénéfice d'un programme de rénovation de logements (Neveu 2005). Ces compétences ont influencé les pratiques sociales sur la zone de l'Union, mais sans toutefois constituer un modèle de références¹⁰. Un

⁸ Un mécanisme similaire a frappé le Bassin Minier, voir le témoignage d'un élu local, Caron, 2002.

⁹ On retrouve une situation comparable dans la description réalisée par F Fajardie dans le cas de la fermeture de l'usine Metaleurop, voir *Metaleurop. Parole ouvrière*, éditions des mille et une nuits, Paris, 2003.

¹⁰ Quelques anciens militants de l'Alma-Gare vont se retrouver au sein des mobilisations de la zone de l'Union. Mais sans toutefois reproduire le schéma d'analyse des causes de la mobilisation (posture politique radicale) ni ses modalités (oppositions frontales aux autorités locales).

collectif d'associations, le Collectif canal¹¹, contribue à la défense du canal de Roubaix. Le Collectif dans le premier édit de son journal *«La décidée»* donne le ton de la mobilisation : entre radicalité dans la prise de parole et volonté de provoquer un réel débat sur les projets d'aménagement *« le collectif (...) veut se donner les moyens de provoquer de vrais débats pour que chacun puisse s'exprimer en connaissance de cause. Que se passera-t-il lorsqu'il faudra bientôt choisir entre une autoroute ou un boulevard pour la section 7 qui prolonge la voie rapide jusqu'au Pont des Couteaux ? Si tout se joue dans les arcanes du pouvoir ou dans les couloirs des administrations, nous serons là pour jeter le pavé de la contradiction dans le canal. Et tant pis pour les éclaboussures¹² »*. Le collectif parvient à mobiliser les habitants et au-delà, en produisant une réflexion plus large sur l'utilisation de l'espace urbain, comme lieu de vie et de loisirs¹³. Cette mobilisation contribue à modifier la perception identitaire du territoire. Ce combat, qui durera plus de dix ans (1991-2001), a été l'occasion de produire de la contre-expertise et, finalement, de participer à la remise en navigation du canal, ainsi qu'à renforcer l'appartenance identitaire des habitants à cet espace. La Communauté Urbaine de Lille et Voix Navigable de France pilotent le « projet canal », appelé « Blue Links », pour restaurer et réintroduire la navigation sur le canal, inauguré en grande pompe (septembre 2009). La situation d'incertitude se révèle finalement avoir été, en partie, mieux gérée par une dynamique populaire, soucieuse de participer et de voir reconnue leur sentiment d'appartenance à cet environnement local. On assiste à un positionnement asymétrique du pouvoir entre les acteurs publics dont le rôle est déterminant dans la planification d'un projet territorial et la dynamique locale mobilisée pour s'associer à l'invention d'une reconversion industrielle du site et le réinvestir en lieu de vie.

Par ailleurs, la zone de l'Union a été précocement identifiée comme territoire porteur par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lille-Roubaix-Tourcoing (CCI LRT) dès les années 1970. Mais les volontés de reconverter ce territoire à dominante textile par des activités tertiaires n'aboutissent pas. Ce n'est qu'en 1993, que la CCI revoit la zone de l'Union comme

¹¹ Le collectif Canal, association loi 1901, est née en 1992 du rassemblement de l'Atelier Populaire d'Urbanisme de l'Alma Gare, du Comité de quartier du Cul de Four, de l'Association des commerçants de l'Union située rue de Tourcoing, du Syndicat des pêcheurs de Roubaix-Tourcoing et leurs cantons, Voie et Dialogue, du Comité de quartier Epeule Alouette-Trichon, des Amis de la Ferme aux Loisirs, Prim'Vert, APEVES Leers Nord, des Citoyens Verts, du Vélo Club de Roubaix et du Comité de quartier de l'Hommelet.

¹² Extrait d'archive du premier numéro de *La Décidée*, édité du journal du collectif pour le canal de Roubaix de la Deûle à l'Escaut, mars 1994

¹³ Le canal de Roubaix, un roman fleuve, <http://www.nordeclair.fr/Actualite/2009/09/19/le-canal-de-roubaix-un-roman-fleuve.shtml> (consulté le 15 mai 2011). Voir aussi <http://canalderoubaix.bn-r.fr/acc/custom/plusloin.html> (consulté le 15 mai 2011) ;

la pierre angulaire d'un possible repositionnement sur le secteur Nord-Est de la métropole et lance trois études à vocation culturelle, sportive et économique (Matejko, 2004 : 147-164).

Devant l'imprécision et l'indécision des projets institutionnels concernant la zone de l'Union, la mobilisation locale se renforce. Le Collectif de l'Union naît en mai 2005¹⁴ à l'appel du comité de quartier de l'Alma¹⁵. Il est constitué, à l'origine, d'ex-salariés des entreprises du site (Terken, La Tossée, Saint-Liévin), d'associations locales actives (comme le Collectif Canal, le Groupe d'Action des Demandeurs d'Emplois ou le Comité de Quartier du Cul du Four, de l'Université Populaire et Citoyenne de Roubaix), d'habitants locaux. Son objectif est d'abord de rappeler aux pouvoirs publics le droit des citoyens de se positionner sur le projet de reconversion du site, puis d'établir des propositions concrètes d'aménagement. Le Collectif insiste sur l'importance de faire de la zone un lieu vivable pour la population et revendique à ce titre une gestion provisoire du site. Rapidement, le Collectif devient une figure incontournable. Ses revendications ne tardent pas à dépasser le seul cadre de l'aménagement de la zone, pour y inclure une réflexion sur le droit à l'emploi, aux logements et plus généralement, sur la question de la place de la participation des habitants dans les procédures de décisions les concernant¹⁶. Alors que le plan directeur d'aménagement est adopté en 2004 par délibération du Conseil Communautaire de Lille Métropole Communauté Urbaine, le Collectif, lui, propose le développement de microprojets basés sur l'économie de la connaissance et le développement durable. Le Collectif insiste sur l'importance de construire un aménagement du site à partir d'une réflexion substantielle sur la viabilité du projet, notamment par rapport aux besoins effectifs de la population locale¹⁷. Son discours revendicatif s'appuie alors largement sur la thématique de la durabilité¹⁸.

Cependant, la place du Collectif dans le dispositif institutionnel reste aléatoire. La représentativité du Collectif est sans cesse questionnée, ainsi que le déficit potentiel de son expertise sur la gestion globale du projet de l'Union. La seule place qui lui est attribuée est celle d'observateur, avec voix consultative, lors « *d'ateliers participatifs* », organisés par la

¹⁴ Premier appel à la mobilisation du Collectif de l'Union, *Pour un droit changer d'ère*, invitation à la première Assemblée Générale Constitutive, mai 2005. Voir www.upc-roubaix.org

¹⁵ On peut noter ici une certaine filiation des mobilisations citoyennes entre l'Alma Gare, le Collectif canal et le Collectif de l'Union portée essentiellement sur le cadre et de la qualité de vie.

¹⁶ Deuxième appel à la mobilisation du Collectif de l'Union, Novembre 2005. Voir www.upc-roubaix.org

¹⁷ *Pour le droit de changer d'ère à l'Union*, vidéo du collectif de l'Union consultable sur www.upc-roubaix.org

¹⁸ Le Collectif ne représente pas tous les mouvements locaux. L'association *Rase pas mon quartier* (nord de la zone sur le territoire de Tourcoing) s'est opposée farouchement aux projets de destruction complète de la rue. Elle a obtenu l'intégration de la rue, telle quelle, dans le plan d'aménagement. Voir l'article http://www.lavoixdunord.fr/Locales/Tourcoing/actualite/Secteur_Tourcoing/2009/01/02/article_rase-pas-mon-quartier-a-sauve-l-honneur.shtml

SEM Ville Renouvelée sur divers thèmes (la participation, la gestion provisoire du site, le parc urbain, le choix architecturale de « La Maison de l'Union ¹⁹»). Pourtant, le Collectif a, dès sa création, mobilisé les enjeux de la démocratie participative. Il a par ailleurs joué un rôle d'initiateur et de formateur pour ses membres sur les enjeux pratiques de la durabilité. Il organise ainsi différentes visites sur des sites exemplaires (Freiburg, écoquartier en Allemagne, le site de reconversion industrielle à Ermscher Park, une coopérative de textile écologique et solidaire associée à un musée à Saint-Pierre-ville ou bien d'une ferme agrobiologique aux Amanins). Ces visites sont l'occasion de s'interroger non seulement sur l'aménagement urbain réalisé mais aussi sur les procédures utilisées pour y parvenir. Ainsi, au retour d'Ermscher Park, le collectif de l'Union sollicite auprès des acteurs locaux la création d'une agence de développement de projets citoyen émergents et les invitent à réfléchir à une équipe pluridisciplinaire.

Les choses changent lorsque la SEM Ville Renouvelée intègre les objectifs du développement durable, qui impliquent un élargissement des procédures de décisions. Le Collectif profite de ce changement d'attitude pour faire valoir son savoir-faire, en formulant, entre autres, une expertise citoyenne sur le référentiel développement durable²⁰ de la SEM VR. Le Collectif contribue à la candidature de l'Union pour l'appel à projet écoquartier 2009 auprès du Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer. Il formule une lettre de soutien, à la demande de la SEM VR, à la deuxième vague d'appel à projet, et insiste sur l'exemplarité des procédures de démocratie participative menée par la SEM VR. L'Union est élu « projets d'avenir » du palmarès des éco-quartiers 2009²¹. Puis, en septembre 2009, une convention de partenariat est instaurée entre le Collectif et la SEM VR. Au-delà de la reconnaissance du Collectif comme acteur légitime sur la question participative — et de l'octroi d'une subvention —, cette convention inédite définit les engagements de chacun des acteurs²². Pour 2011, la SEM envisage de créer un « *Club des partenaires* »²³, destiné à approfondir la participation multipartenariale. Le Collectif, en tant que structure, ne semble pas souhaiter rejoindre ce Club, préférant maintenir une attitude plus distante à l'égard des

¹⁹ Il s'agit d'un bâtiment, « à l'entrée » du site, qui sera censé présenter le projet et servir de lieu de commercialisation des terrains

²⁰ Le référentiel développement durable est un document stratégique. Il affiche les ambitions de l'écoquartier pilote de la métropole lilloise. Voir le site : <http://www.lunion.org/ressources/documents/documents-fondateurs-du-projet.html> (consulté le 12 décembre 2010)

²¹ Voir le site : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/-Les-appels-a-projet-Ecoquartier-.html>

²² L'objectif est de renforcer la visibilité du projet de l'Union auprès d'un large public en suscitant des coopératives de projets citoyens et le développement d'un regard et un langage autre qu'institutionnel

²³ Le club des partenaires, prévu pour mai 2011, est un dispositif de participation permettant de construire des projets, de formuler des expertises, de mener des débats. Il est constitué de techniciens des villes et de la métropole, d'entreprises, d'associations locales.

dispositifs institutionnels. Par contre, certaines associations du Collectif seront présentes au sein du dispositif.

1.3. Un emboîtement des projets urbains et métropolitains

Si le potentiel du site est évoqué depuis une trentaine d'années, ce n'est qu'au début des années 1990 que les projets se structurent, renforcés par l'élargissement des compétences communautaires (issus de la décentralisation et de l'intercommunalité). Entre 1992 et 2003, les politiques de la ville se succèdent et développent des politiques de renouvellements urbains. Ces projets d'aménagement instituent la mise en œuvre de contrats d'agglomération destinés à lutter contre l'exclusion et à limiter le cloisonnement économique dont souffrent certains quartiers. En 2003, sous le gouvernement Raffarin, l'Etat reconvertit le territoire de l'Union en pôle de compétitivité dans le textile innovant et s'inscrit dans la stratégie de Lisbonne visant à développer l'économie de la connaissance dans des territoires fragilisés. La Zone de l'Union bénéficie également d'un classement en Zone Franche Urbaine jusqu'en 2011. Les plans d'aménagement intègrent alors un Centre Européen de Textile Innovant (Up tex²⁴) et la Plaine image²⁵.

Pourtant, la politique de la ville renouvelée répond d'abord aux attentes prioritaires des trois villes concernées, qui conduisent à privilégier la réhabilitation des centres villes de Tourcoing et Roubaix (Bachelet, Menerault, Paris, 2006)²⁶ et à privilégier l'aménagement de la mobilité (extension du métro, raccordement autoroutier). Par conséquent à faire de l'Union un projet secondaire.

Finalement, le pilotage du projet revient à Lille Métropole Communauté Urbaine (LMCU) ; elle devient la principale institution gestionnaire de l'aménagement du territoire (Paris, Mons, 2009). Sous l'action de Pierre Mauroy, président de la Communauté Urbaine de Lille²⁷ (1988-2008), on assiste à un rééquilibrage des politiques de cette collectivité en direction du versant Nord-est de la métropole²⁸. La zone de l'Union s'inscrit dans le Schéma Directeur de Développement Urbain comme « *Moteur économique de la métropole et de renouvellement urbain* » (1992) mais ne trouve place dans aucune catégorie particulière du document ; elle est

²⁴ Il sera une sorte de grand laboratoire de recherche dans tous les domaines du textile. Lille Métropole sera ainsi la vitrine européenne en matière de recherche sur les textiles innovants.

²⁵ C'est le nom donné au pôle image régional et dédié au monde du cinéma, de l'audiovisuel, du jeu vidéo et des mondes virtuels.

²⁶ Pour Roubaix, la priorité a été pendant les quinze dernières années, la rénovation du centre ville, pour laquelle la ville a reçu nombre de subventions de politique de la ville ainsi que des financements communautaires. Cette réhabilitation s'est terminée avec l'ouverture du centre commercial Mac Arthur Glen au début des années 2000.

²⁷ La communauté urbaine de Lille, devenue Lille Métropole Communauté Urbaine (LMCU)

²⁸ Pour P. Mauroy, il importe avant tout de satisfaire les attentes des élus locaux qui l'ont soutenu dans son accession à la Présidence (Desage, 2006).

simplement mentionnée à différentes reprises. Quelques mois plus tard, elle est qualifiée de « *pôle d'excellence métropolitain* » des Grands Projets Métropolitains et est présentée comme *un exemple* pour la Politique de la Ville Renouvelée de la LMCU et des villes de Roubaix et Tourcoing. Stratégiquement, l'aménagement de cette zone permet à LMCU d'avoir plus d'ascendance sur l'élaboration d'un projet global sur le territoire communautaire²⁹. La maîtrise communautaire permet de dépasser les clivages des frontières communales. Mais elle a aussi pour effet d'éloigner les responsables du projet de la réalité quotidienne du terrain et des préoccupations des habitants.

La mise en œuvre opérationnelle est déléguée à la Société d'Economie Mixte Ville Renouvelée (SEMVR)³⁰. La SEM devient concessionnaire d'aménagement en mars 2007, en partenariat avec la Société d'Aménagement d'Economie Mixte Euralille, qui est elle chargée des aspects architecturaux et de la prospection économique. La SEMVR lance une série d'études préopérationnelles. Elle doit tenir compte des options évolutives préconisées par LMCU. Et notamment de s'adapter au choix soudain de l'Assemblée communautaire qui, en juin 2006, décide d'un projet d'écoquartier sur la zone. La SEMVR modifie donc la constitution de son équipe d'animation, intégrant notamment deux personnes dans la gestion du projet écoquartier.

Ici comme ailleurs (Anderson, Vieillard-Baron, 2003), les projets d'aménagement de la zone de l'Union connaissent la succession des orientations des politiques de la ville. Ces projets (canal, rénovation, tertiarisation) montrent l'importance accordée à la nécessité de gérer ce territoire. La difficulté de mettre à l'agenda local un plan global montre l'absence de consensus du personnel politique sur les orientations majeures du projet. La cohérence institutionnelle s'assimile à *un effet de modelage et de remodelage résultant de stratégie d'acteurs décisionnel à un moment donné de l'histoire* du territoire (Vandermotten, 2007 : 156). Les politiques de renouvellement urbain de ce site s'assimilent à des tentatives de combinaisons entre des politiques de réparation et des politiques d'attractivité économique (Laigle, 2006). Toutes ces politiques de réparation, de *re-conversion*, de *re-nouveaulement*, de *ré-novation*, contractualisées entre les institutions locales et communautaires, montrent la proximité entre le renouvellement urbain et les enjeux politiques (Valcke, 2008).

²⁹ Même si la commune de Wattrelos n'a qu'un intérêt limité, compte tenu de la superficie marginale sur la zone l'Union.

³⁰ Créée en 1979, elle dénomme SEM Versant Nord-Est, et est chargée uniquement de la reconversion industrielles des sites du versant Nord-Est; dès 1993, elle devient la SEM Ville Renouvelée et est chargée de l'aménagement de la politique urbaine de la Communauté Urbaine de Lille alors premier actionnaire de SEM VR

L'enchaînement des projets provoque une déperdition de la lisibilité des objectifs recherchés. Cela complique aussi l'élaboration de politiques sociales locales, permettant de répondre aux attentes et aux inquiétudes d'une population fragilisée³¹. Ainsi, les projets économiques ont pour vocation de développer des emplois tertiaires. Pourtant ce bassin d'emploi, deuxième de la Région Nord-Pas de Calais, comprend principalement des jeunes sans qualification, des chômeurs et des ouvriers qualifiés³². Malgré cette inscription dans les plans d'aménagements de la Métropole et les contrats d'agglomération, l'absence de projets concrets déstabilise et accentue l'incertitude sur l'évolution du cadre de vie et des conditions de vies de la population. Enfin, ces projets prennent plus difficilement en compte la question écologique, qui reste, comme souvent, absente des référentiels des politiques urbaines locales³³.

Pourtant, au milieu des années 1990, un certain consensus émerge entre les acteurs locaux sur le projet d'aménagement. Tirant profit des études préalables, les décideurs locaux s'orientent vers des études de programmation (2001-2002). Il restait encore à trouver une justification théorique à l'organisation générale du projet.

2. La durabilité : une opportunité de liaison

L'apparition du projet d'« éco-quartier » sur la Zone de l'Union aurait pu compliquer l'élaboration d'un projet de territoire, mais, elle va, paradoxalement, permettre une convergence des intérêts, en permettant l'émergence de procédures de négociations entre les acteurs concernés³⁴. Par ailleurs, le projet d'éco-quartier favorisent la rencontre entre le « *bien construire* » et le « *mieux vivre* ». La *durabilité* va se couler dans les projets de reconversion urbaine, en permettant une modulation des formes d'appropriation du projet par les différents protagonistes (Villalba, 2009). La *durabilité* devient une solution de reformulation des objectifs d'aménagement sur la zone de l'Union.

2.1. L'intégration de la durabilité dans un projet urbain.

Lille Métropole adopte, le 10 février 2006, à l'unanimité — sous la houlette de Pierre Mauroy³⁵ — son premier Agenda 21 Local³⁶. Le développement durable est présenté comme

³¹ Une situation qui est souvent constatée, voir Faure, Négrier, 2007.

³² Roubaix-Tourcoing compte 17 % de chômeurs. Entre 1982 et 1990, le centre ville de Roubaix perd ainsi 50% de sa population. Au cours des années 1990 plus de 30 000m² de commerces ont disparu à Roubaix du fait de l'attractivité des centres commerciaux à l'extérieur de la ville...

³³ *Les inégalités écologiques en milieu urbain*, rapport de l'inspection générale de l'environnement, ministère de l'écologie et du développement durable, 2005, Paris

³⁴ Parmi lesquels il faut mentionner les services techniques de LMCU (animés par Simone Astrid Scharly Présidente de la Commission Développement durable), ceux de la SEM ainsi que les services des villes concernées

³⁵ Son successeur, Martine Aubry, renforcera l'engagement de la communauté dans ce sens.

« un principe moteur dans l'action quotidienne de la LMCU »³⁷. La mise à l'agenda d'un écoquartier résulte de l'action de Simone-Astrid Scharly, alors conseillère au développement durable de LMCU. Ayant élaborée toute la politique Agenda 21 de la collectivité, elle souhaite concrétiser la démarche par la réalisation d'un « éco-quartier pilote ».

Le choix n'était pas si évident, puisqu'à cette époque, la procédure de désignation de l'aménageur est déjà engagée, que des études préopérationnelles ont eu lieu (depuis 2004), sans évoquer l'option d'un éco-quartier. De plus, en avril 2004, l'équipe Reichen et Robert était retenue pour son plan directeur d'aménagement.

Schéma 1. Projet Reichen et Robert



Ce projet est clairement axé sur les enjeux économiques et notamment ceux liés au pôle d'excellence. Mais, S.-A. Scharly rappelle la position de LMCU en tant que maître d'ouvrage et souligne les potentialités de la zone pour expérimenter le traitement de la dépollution des sols. Elle souhaite aussi valoriser les ressources écologiques importantes de la zone (canal, corridors écologiques) et dynamiser des options économiques innovantes (notamment dans l'immatériel, en prenant appui sur le Pôle Image).

Le choix d'un éco-quartier pilote dans la métropole est finalement acté³⁸. L'éco-quartier est donc intégré *en annexe* au cahier des charges de l'appel d'offre de la concession

³⁶ Agenda 21 Local adopté le 10 Février 2006 par le conseil communautaire de la LMCU http://www.cudl-lille.fr/gallery_files/site/70090/124264.pdf

³⁷ Agenda 21 Local adopté le 10 Février 2006 par le conseil communautaire de la LMCU http://www.cudl-lille.fr/gallery_files/site/70090/124264.pdf

³⁸ Réunion du conseil communautaire pour désigner à l'unanimité le territoire de l'Union, premier éco quartier pilote de la métropole lilloise http://www.lillemetropole.fr/gallery_files/site/91/153712.PDF

d'aménagement de la ZAC de l'Union. Cet éco-quartier doit être exemplaire afin de démontrer le caractère opérationnel des techniques d'aménagement durable. Il devra contribuer au rayonnement d'une métropole³⁹ qui a déjà su tenir un rôle pionnier en matière d'urbanisme (Paris, Mons, 2009). Il doit permettre d'harmoniser une cohérence territoriale sur le versant nord-est de la métropole ; il contribuera à renforcer la logique de planification du tissu urbain métropolitain, le territoire de l'Union étant l'un des derniers Grand Projet Métropolitain identifiés en 1992. Il poursuivra les efforts d'aménagement antérieurs (projet canal, développement économique), tout en tenant compte des contraintes sociales (le futur écoquartier disposera de plus de 1 000 logements dont 30% de logements sociaux). Enfin, il améliorera la cohérence entre les différents dispositifs institutionnels existants (agendas 21 locaux), en proposant un projet qui renforcerait l'imbrication des solutions valorisées par chacun des partenaires institutionnels.

Le 31 mars 2007, le Conseil de la Communauté Urbaine donne son accord à l'aménagement de la Zone de l'Union pour un budget de 173,5 millions d'euros. Désignée par la LMCU (2007), la SEM Ville Renouvelée devient l'aménageur-concessionnaire du site⁴⁰. Reichen et Robert modifie alors le schéma directeur initial pour y intégrer les exigences d'un quartier écologique. Dans le cahier des charges de la Communauté urbaine, il y a une page supplémentaire qui précise les nouvelles obligations dans le cadre de la démarche A21 sur un écoquartier pilote. Le cahier des charges de la SEM a été adapté pour introduire la notion d'écoquartier, ce qui l'oblige à modifier son organisation interne.

Ce choix n'a pas été sans négociation politique interne à la LMCU. La porteuse du projet, Astrid Scharly, à l'époque détenait une position quelque peu marginale. Elue sous l'étiquette verte, elle prend peu à peu ses distances⁴¹ avec eux, et se rapproche progressivement du PS sans pour autant les rejoindre. Son investissement, assez solitaire, dans la construction de l'Agenda 21 de la LMCU sera finalement reconnu par Pierre Mauroy. Lors des négociations internes sur le choix du premier site destiné à accueillir un éco-quartier, elle saura tirer profit

³⁹ L'annexe 4 du traité de concession de 2007 précise que « la démarche éco-quartier de l'Union devra constituer une référence française et européenne, à l'instar de certains éco-quartiers du nord de l'Europe ».

⁴⁰ Elle est actuellement présidée par le Maire de Tourcoing, Michel-François Delannoy, également premier Vice-président chargé de l'économie à la LMCU

⁴¹ « Néanmoins après dix années de militantisme « Vert », des divergences majeures en matière de gouvernance au sein des instances locales et régionales m'ont amené à quitter ce parti en 2003. (...) Je continue donc à poursuivre mes engagements politiques en tant que personnalité de la société civile dans la proximité du Parti Socialiste qui m'a accueillie dans son groupe politique au sein de la Ville et de LMCU et demeure une écologiste de gauche convaincue. » (<http://www.astrid-scharly.net/categorie-10631910.html>). Par la suite, A.Scharly obtiendra une même attention de la part de M. Aubry. Elle est aujourd'hui vice Présidente de la communauté urbaine de Lille déléguée à l'agenda 21 et au développement durable par Martine AUBRY et conseillère municipale de Tourcoing.

de cet accord tacite de la direction de LMCU : *« au départ quand j'ai proposé le site de l'Union, comme un lieu de mise en œuvre d'un éco-quartier, cela semblait impossible, il a fallu convaincre⁴². (...) Monsieur Mauroy l'a entendu et finalement les groupes politiques l'ont validés. Ce n'était pas non plus évident, il y avait quelque fois des intérêts, quelques sites [d'autres quartiers] étaient déjà repérés. Globalement, j'ai quand même réussi, assez facilement, à convaincre parce que, c'était évident, que c'était ce site là, qui émergeait du lot »*. A. Scharly justifie le choix de ce site en raison des graves atteintes écologiques : *« d'autres sites avaient été étudiés : mais la zone de l'Union s'est imposée parce que c'est vraiment l'exemple même de site-non durable sur lequel il fallait montrer qu'on pouvait intervenir fortement. ⁴³ »* Mais elle a su concilier cette dimension avec les enjeux sociaux. La question sociale a ainsi été un élément de négociation politique : *« ce n'était pas une masse à faire dans un territoire qui a souffert des pollutions industrielles et de toute la période industrielle. Je trouve qu'en terme de justice, s'il y avait bien un territoire qui le méritait, c'était celui là. C'est un argument que j'ai mis en avant »⁴⁴*. Finalement, l'exemplarité sera aussi un ultime argument : le défi est *« de faire d'un site pollué, modèle d'un développement non durable, un site exemplaire de développement durable à l'échelle communautaire. »* Il est important aussi de mentionner qu'un tel choix entraîne aussi des conséquences au niveau de l'organisation interne de LMCU : *« Ce projet concerne et mobilise tous les services communautaires, et pose donc également la question de l'exemplarité de la transversalité et de la gouvernance interne. Cela a entraîné au fil du temps une réorganisation de fonds de l'organigramme des services communautaires. ⁴⁵ »*

Ce concept d'« éco-quartier » a soulevé de nombreuses réticences et inquiétudes chez les acteurs mobilisés et les partenaires. Dans ses premières revendications, le collectif de l'Union met l'accent sur l'importance d'une réelle participation de la population locale dans le choix du projet. Sa priorité reste le soutien à l'emploi, puis aux logements (notamment sociaux) et à la complémentarité des projets locaux sur la zone intercommunale. La durabilité n'apparaît véritablement qu'en 2009 dans leurs revendications. Cette thématique va contribuer à faire le lien entre les revendications du Collectif Canal (aménagement, valorisation du patrimoine, enjeux écologiques...), les méthodes employées (*« réfléchir ensemble aux moyens nécessaires*

⁴² Entretien Astrid Scharly (3 mai 2010), Vice-Présidente chargée de l'Agenda 21 communautaire et du développement durable.

⁴³ Intervention, « L'expression de la démocratie participative dans l'aménagement l'éco-quartier pilote de l'Union », Séminaire CDE concertation-décision-environnement 7 octobre 2010, Tourcoing.

⁴⁴ Entretien Astrid Scharly (3 mai 2010).

⁴⁵ A. Scharly, Intervention, « L'expression de la démocratie participative dans l'aménagement l'éco-quartier pilote de l'Union », Séminaire CDE concertation-décision-environnement 7 octobre 2010, Tourcoing.

à l'avènement d'une ville nouvelle tournée sur la voie d'eau »⁴⁶) et les ambitions sociales et écologiques du collectif de l'Union⁴⁷. La durabilité ne se décline plus simplement autour des berges du canal, mais acquière une dimension métropolitaine. Cependant, le débat demeure sur les objectifs de l'écoquartier. Vincent Boutry (Militant Associatif, Université Populaire et Citoyenne) estime que l'enjeu « éco-quartier » peut ne pas être perçu de la même manière : *« Pour les habitants précarisés, l'écologie est secondaire, coûteuse et inaccessible. Et les solutions environnementales « hautement technologiques » leur semblent ne pas être faites pour eux. Le paradoxe supplémentaire, c'est que les logements BBC écolos haut de gamme seront pour des gens qui ont un mode de vie non durable. »*⁴⁸

Du côté des aménageurs, le label apparaît comme une contrainte supplémentaire qu'il va falloir intégrer dans les réalisations. Jean Badaroux, directeur de la SEM Ville Renouvelée, évoque le changement de « culture » que cette notion a entraîné dans l'organisation et les orientations de certaines dimensions du projet⁴⁹. Il rappelle que dès la fin des années 1970, la zone de l'Union a fait l'objet d'aménagements importants (création de la tour Mercure — trois tours prévues au départ, une seule réalisée, en raison de l'échec de la relance économique du quartier). EN 1998, une première phase de maîtrise foncière est réalisée, suivie d'une série d'études. Il rappelle que la décision de créer un éco-quartier est postérieure à la création de la ZAC et que les grandes orientations étaient déjà prises, d'où des contradictions et des adaptations nécessaires... Selon lui, il a fallu concilier les « sept familles de l'Union » : 1) la proximité populaire (quartier Stephenson, dont la mobilisation des habitants a conduit à une rénovation des habitations) ; 2) les futurs résidants (dont il faut prévoir les attentes) ; 3) La recherche et l'innovation (matérialiser par le Centre d'étude des textiles innovants) ; 4) Les activités économiques locales (emplois et services de proximités) ; 5) Le génie urbain (urbanistes et aménageurs) ; 6) Le tertiaire supérieur (tours de bureaux) et L'image de marque (notamment avec le projet de création du siège mondial de KIPSTA). Tout projet d'aménagement débouche certes sur un équilibre entre les intérêts de chacune de ces familles. Mais selon lui, le label écoquartier implique d'autres nécessités, comme de voir l'environnement comme une valeur commune, l'innovation dans l'utilisation des espaces

⁴⁶ Editio « Invitation à imaginer le canal du XXIème siècle ». La Décidée, Lettre du Collectif Pour le Canal de la Deûle à l'Escaut. Février 2000. Extrait d'archive.

⁴⁷ Troisième appel à la mobilisation du Collectif de l'Union « Pour un quartier social et écologique ». Septembre 2009. Voir le site de l'Université Populaire et Citoyenne www.upc-roubaix.org

⁴⁸ Intervention, « L'expression de la démocratie participative dans l'aménagement l'éco-quartier pilote de l'Union », Séminaire CDE concertation-décision-environnement 7 octobre 2010, Tourcoing.

⁴⁹ Présentation du projet d'écoquartier de l'Union, intervention « L'expression de la démocratie participative dans l'aménagement l'éco-quartier pilote de l'Union », Séminaire CDE concertation-décision-environnement 7 octobre 2010, Tourcoing.

urbains (densité, mutualisation...), ou l'adoption de nouveaux process (végétalisation des surfaces, gestion des énergies...). De son côté, Yves Lepers, chargé de la coordination développement durable et de l'expertise sociale au sein de la SEM Ville Renouvelée⁵⁰, évoque l'investissement procédural que la SEM a dû réaliser pour intégrer des mécanismes participatifs. La fonction de l'animation de la participation est nouvelle pour l'aménageur. La SEM a du mettre en place une gouvernance participative pour accompagner la démarche d'éco-quartier. Elle se construit autour de trois axes : 1) enrichir et s'appuyer sur les dispositifs existants, ne pas tout réinventer et faire à la place des acteurs existants ; 2) assurer une animation de la démarche à l'échelle du territoire ; 3) accompagner la pérennisation de l'animation au-delà du temps d'aménagement (après 2022). Or une telle animation est compliquée par la géographie administrative de la zone : « *L'éco-quartier de l'Union*, précise Y. Lepers, *n'est pas aujourd'hui un vrai quartier. C'est un site piloté par LMCU (maître d'ouvrage) et à cheval sur... trois communes et 9 quartiers ! D'où une complexité à gérer cette gouvernance participative.* »

Ainsi, l'utilisation de la notion d'éco-quartier neutralise les postures classiques des acteurs, en permettant de valoriser des solutions inédites, pouvant utiliser de nouvelles procédures de décision (Paris, 2006 : 81-98). L'éco-quartier est donc clairement invoqué comme une opportunité de liaison qui autorisera un décroisement du périmètre géographique de la zone concernée. Cela permet de réduire l'effet de quartier (c'est-à-dire à un enfermement du quartier sur ses seules préoccupations), en prenant en compte les difficultés de l'espace visé (inégalités sociales, inégalités écologiques) mais en les intégrant dans un projet territorial plus large, pouvant ainsi favoriser l'insertion de cet espace dans la vie économique et le tissu social de la métropole (Bacqué, Fol 2005). Un discours commun entre les acteurs peut alors se mettre en place, créant une cohérence d'ensemble minimale, au-delà des intérêts divergents sur le projet. Cependant, la volonté soudaine d'harmoniser le projet de l'Union autour du label « éco-quartier » permet d'interroger la capacité effective des instigateurs du projet de s'accorder sur le sens qu'ils donnent à cette notion, ainsi que les objectifs attendus de son usage. L'adoption de ce label résulte d'une orchestration politique permettant aux acteurs concernés de renouveler les orientations du projet, autour d'un référentiel consensuel. Enfin, il est présenté comme une occasion de réduire la vulnérabilité écologique tout en cicatrisant la fracture sociale.

⁵⁰ Intervention, « L'expression de la démocratie participative dans l'aménagement l'éco-quartier pilote de l'Union », Séminaire CDE concertation-décision-environnement 7 octobre 2010, Tourcoing.

2.2. *Emergence de l'écologie dans les revendications populaires*

Alors que l'aménagement du territoire de l'Union tire profit des politiques de rénovation urbaine durable, le Collectif de l'Union⁵¹ lance son troisième appel à la mobilisation en 2009. Depuis quelques années, le Collectif a métissé la critique sociale avec le thème de l'urgence écologique. Avec son mot d'ordre « *Le droit de changer d'ère : pour un quartier de l'Union écologique et sociale* » (novembre 2009), il fait de l'urgence écologique le moteur principal de son action collective. On constate une certaine propension des animateurs du Collectif (dont certains sont très actifs au sein de l'Université Populaire et Citoyenne de Roubaix⁵²) à vouloir associer revendications sociales classiques (droit au travail, reconnaissance des identités locales) et enjeux émergents (notamment l'écologie). Ils tentent de concilier les valeurs traditionnelles des habitants (ouvriérisme, valorisation du patrimoine industriel) avec les questions écologiques. Nous retrouvons une situation qui voit le champ social traditionnel intégrer les préoccupations écologiques, en raison d'une convergence des enjeux locaux (Flipo 2009). A l'inverse d'une conscience environnementale (Faburel 2010), l'écologisation des revendications sociales des acteurs associatifs locaux sur le projet d'aménagement de l'Union, au travers du label de la durabilité, mobilisent des justifications de dignité sociale. Le Collectif, par son travail d'accompagnement des habitants locaux, facilite la diffusion de l'écologie (et non pas simplement la gestion des nuisances environnementales), en insistant sur la continuité des problèmes écologiques et sociaux touchant les habitants de la zone.

Le travail du Collectif va aussi consister à produire de la contre-expertise sur les projets urbains. Fin 2009, le Collectif de l'Union commande à l'UPC et l'agence d'architecte Territoire En Mouvement (Sylvain Coquerel) une étude permettant d'intégrer les projets portés par le Collectif dans l'élaboration de la ZAC de l'Union. Ces propositions s'inscrivent dans le plan de la ZAC élaboré par le cabinet Reichen et Robert, pour la SEM VR et dans l'économie générale du CRAC 2008 (Compte rendu aux collectivités). Présentés publiquement en décembre 2010, le projet du Collectif valorisent huit propositions⁵³ intégrant

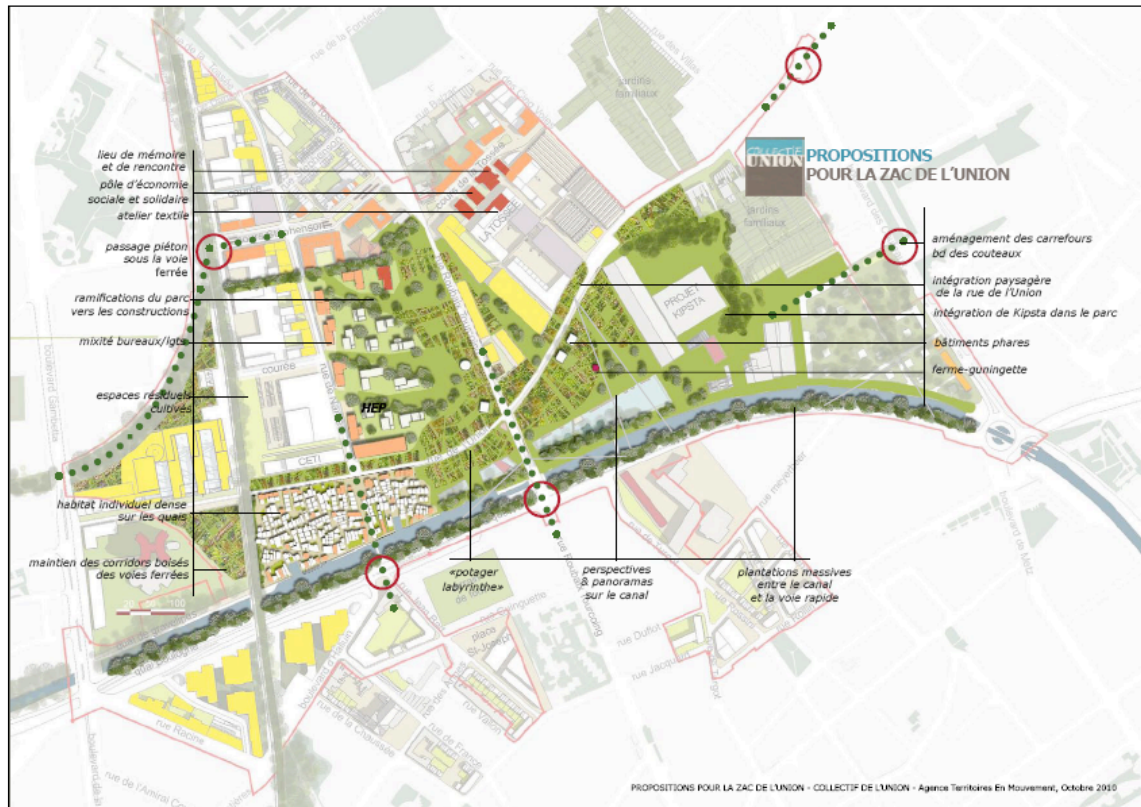
⁵¹ En 2009/2010, le collectif de l'Union s'est constitué autour de trois associations porteuses de projets alternatifs pour l'écoquartier : la Cense de la Tossée revendique une ferme agro-biologique, l'Association des Anciens Salariés du Peignage de la Tossée porte un projet d'une petite chaîne de production de textile associé à un lieu de patrimonialisation de la mémoire des gens du textile, enfin l'habitat écologique partagé à l'Union (HEP à l'Union) souhaite réaliser des habitats écologiques groupés.

⁵² L'Université Populaire et Citoyenne est une association loi 1901, fondée en 2004 par des militants engagés dans des actions d'Éducation Populaire sur la ville de Roubaix. Elle s'est donnée pour objet d'organiser les croisements de savoirs entre citoyens sur les questions d'intérêt général. Elle est à la fois un lieu de formation citoyenne et d'action collective. L'UPC veut permettre à tous les habitants de participer à la construction des politiques publiques en leur proposant à la fois des outils et un espace d'expression. Voir son site : <http://www.upc-roubaix.org/>

⁵³ Les huit propositions pour l'Union – propositions complémentaires du collectif de l'Union au schéma directeur initial – décembre 2010. Consultable sur www.upc-roubaix.org

les exigences écologiques et sociales de l'éco-quartier en terme de coutures urbaines, de déplacements doux, de logements, d'aménités, d'économie locale et de Trame Verte et Bleue (Schéma 2).

Schéma n°2. Les huit propositions pour l'Union - Collectif de l'Union/Tem



Ces propositions promotionnent une conception architecturale “à taille humaine”, toutes entières orientées autour d'une valorisation de l'enjeu écologique. Alors que l'innovation technique avancée dans la construction de l'éco-quartier par les institutions favorisent une adaptation de la ville au changement climatique (réduction de l'émission de gaz à effet de serre, réduction de la consommations des ressources), le Collectif intègre dans son projet une vision prospective de l'aménagement en tenant compte de la rareté des ressources dans une perspective d'adaptation sociale et technique au défi écologique. Le collectif base ainsi sa critique sociale de l'éco-quartier sur « *l'humanisme et la basse technologie qui peuvent changer les choses* »⁵⁴, enseignement tiré de l'intervention de l'architecte Lucien Kroll⁵⁵.

⁵⁴ De l'Alma à l'Union : vers un éco-quartier exemplaire? , Université Populaire et Citoyenne, cahier n°30 Février 2011. Voir le site : www.upc-roubaix.org

⁵⁵ Ce dernier, invité lors le séance publique organisée par le Collectif (Conférence-débat, 14 décembre 2010 : De l'Alma Gare à l'Union), est venu témoigner de son parcours d'architecte, confronté à la nécessité de redéfinir son métier en raison de la crise écologique.

A sa manière, le Collectif s'est lui aussi approprié le concept de durabilité, mais en opérant une reformulation à partir des enjeux sociaux locaux. L'écologie est introduite comme extension et complément de la négociation sociale. L'usage de la durabilité dans le discours de la mobilisation locale modifie substantiellement la représentation citoyenne du territoire de l'Union. D'une perception négative et nostalgique (dévalorisation du territoire et valorisation de la dimension patrimoniale), on passe progressivement à l'élaboration d'un projet davantage bâti sur une projection positive. Dans cette optique, la dimension écologique joue le rôle de catalyseur des revendications sociales et des contre-propositions destinées aux institutionnels.

Le Collectif peut aussi jouer sur les tensions existantes entre les associations locales et les porteurs institutionnels de réaménagement de la zone de l'Union. L'écologie apparaît alors comme un vecteur de négociation davantage reconnu que la seule valorisation du patrimoine industriel⁵⁶. Pour les habitants, les différents projets (pôle d'excellence, pôle de compétitivité) les ont, en partie, dépossédés de leurs histoires et de leurs identités. La destruction des usines constitue pour eux une forme d'oubli de leur propre labeur. Ces habitants n'ont eu de cesse de tenter de se réapproprier les lieux, en revendiquant la reconnaissance de leur dignité sociale, émotionnellement liée au parcours historique du territoire de l'Union. Ce territoire leur a permis de se doter de structures d'appartenances, que les fermetures d'usines n'ont pas totalement fait disparaître. Requalifier le site, sans eux, pourrait aboutir à la disparition de leurs réseaux sociaux. A l'aide d'associations, les habitants ont réalisé des propositions d'aménagement du site, autour de projets culturels, économiques et sociaux dans lesquels sont intégrées les opportunités sociales et écologiques de la durabilité.

En s'appuyant sur la thématique de la durabilité, non seulement ces acteurs associatifs reconnaissent le bien-fondé du projet éco-quartier, mais bénéficient d'une plus grande capacité à être entendu. Leurs propositions apparaissent désormais comme davantage compatible avec les options méthodologiques d'un éco-quartier. Une politique urbaine durable valorise la relation entre les habitants et le territoire, en insistant sur l'importance de développer des vecteurs constitutifs de liens sociaux (Laigle 2005). Le Collectif peut donc plus facilement revendiquer un droit à l'écoute des propositions et une intégration plus ample des habitants dans les procédures de décision.

⁵⁶ Qui, il faut bien le constater, est assez différent suivant les activités exercées sur ce territoire, quel patrimoine faudrait-il donc conserver ?

Conclusion

Pendant de nombreuses années, l'ampleur de la reconversion nécessaire sur la zone de l'Union va en quelque sorte paralyser la coordination entre les multiples acteurs concernés. Entre imprécisions, contradictions territoriales et difficultés de financements, les projets portés par les opérateurs locaux peinent à se doter d'une ambition commune. Cela n'empêche pas une avancée de certaines dimensions de ces projets. Mais la cohérence territoriale peine à s'afficher. L'arrivée, tardive, de l'option éco-quartier a pu faciliter une certaine mise en cohérence des différentes visions du quartier. En effet, le concept éco-quartier ne crée pas une adhésion unanimiste des acteurs concernés. Ses modalités de mise en œuvre (concertation, participation, implication dans la décision...), ses finalités (développement économique métropolitain/développer l'activité locale...), son coût écologique et social... ne font pas consensus. Cependant, cette notion permet de reconstituer des espaces de dialogue, de rendre moins conflictuelles la présentation des propositions d'aménagements — celles porteuses d'utopie sociale ou celles valorisant les innovations techniques... Comme le souligne Vincent Boutry, animateur du Collectif de l'Union et fondateur de l'Université Populaire et Citoyenne, *« il y a des mots qui font un langage commun même si nous y mettons des réalités toujours très différentes. Cela fait partie des mots qui ouvrent un espace de négociation. C'est une affirmation de la dimension écologique du développement, la dimension territoriale du développement »*⁵⁷.

Dans le cas de la Zone de l'Union, l'attribution d'un label « éco-quartier » résulte de l'opportunité offerte aux animateurs institutionnels de rénover la finalité et la procédure d'élaboration du projet d'aménagement. Du côté associatif, la durabilité est aussi utilisée pour permettre de compléter les registres de mobilisations, alliant la défense de l'identité ouvrière à la valorisation du patrimoine naturel de la zone. Le territoire n'est plus simplement perçu comme un espace d'activité économique, mais tend à devenir un lieu compatible avec les enjeux écologiques qui s'imposent à tous (Zuindeau, 2011). Le travail du Collectif de l'Union participe à une écologisation des revendications identitaires du territoire. A partir d'une légitimation de la représentation historique des habitants de leur espace de vie, d'une reconnaissance de l'importance émotionnelle que cela produit entre les habitants (partage d'un même passé, des mêmes souffrances, du même sentiment de relégation...), le Collectif

⁵⁷ Entretien Avec Vincent Boutry - Mai 2011.

développe une nouvelle perception du sentiment d'appartenance. Celui-ci utilise la durabilité comme un objectif concret dans l'aménagement de la Zone de l'Union.

Bibliographie

- Anderson A., Vieillard-Baron, H., 2003, *La politique de la ville. Histoire et organisation*, Paris, Editions ASH
- Bachelet Frank, Philippe Menerault, Didier Paris (dir.), 2006, *Action Publique et Projet Métropolitains*, Paris, L'Harmattan
- Bacqué, M.-H et Fol, S., 2005 « Ségrégation et politiques de mixité sociale aux États-Unis au regard de quelques programmes de déségrégation », *Informations sociales*, n°5, pp. 82-93
- Bret Bernard, 2009, « Interpréter les inégalités socio-spatiales à la lumière de la théorie de la Justice de John Rawls », *Annales de Géographie*, n°665-666, p.16-34
- Carron J.-F., 2002, « Un point de vue régional » in Larrue C. (dir), *Recherche et développement régional durable*, Collection sciences de la ville, n°17, MSHVT, Tours, n°1, P.41-47
- David M., Duriez B., Lefebvre R., Voix G., 2006, *Roubaix, 50 ans de transformations urbaines et sociales*, Lille, Presses Universitaires du Septentrion
- Desage F., « Roubaix et la construction de l'institution communautaire : une contribution paradoxale (1966-2002) », in David M., Duriez B., Lefebvre R., Voix G., 2006, *Roubaix, 50 ans de transformations urbaines et sociales*, Lille, Presses Universitaires du Septentrion, p. 129-147.
- Donzelot J., 2009, *La ville à trois vitesses*, Paris, éditions de la Villette.
- Emelianoff C., 2008, « Villes durables en Europe : avantages et limites de la mise en réseau », in : Y. Veyret, P. Arnould (dir.), *Atlas des développements durables*. Autrement, Paris, p 50-51.
- Emelianoff C., 2007, « Les quartiers durables en Europe : un tournant urbanistique ? », *Urbia*, 2007, n°4, p.11-30.
- Emelianoff C., Theys J., 2001, « Les contradictions de la ville durable : l'écologie au delà de l'utopie », *Le Débat*, n°113, pp. 122-135
- Faburel G., 2010, *La ville à l'épreuve de la justice et des inégalités environnementales*, communication aux premières journées du pôle ville de l'Université de Paris-Est, « Ville transport et territoire, quoi de neuf ? », 20 au 22 janvier 2010, <http://villes-environnement.fr/uploads/faburel.pdf>
- Fajardie F.-H., 2003, *Metaleurope. Parole ouvrière*, Paris, éditions des milles et une nuit
- Faure A., Négrier E. (dir.), 2007, *Critiques de la territorialisation. Les politiques publiques à l'épreuve de l'action locale*, Paris, L'Harmattan
- Flipo F., 2009, « les inégalités écologiques et sociales : l'apport des théories de la justice », in *la crise d'injustice : crise et inégalités écologiques*, Mouvements, n°60, Paris, la Découverte, p.59-76
- Frsiak L., 2009, *L'Union, Sociogenèse d'un projet urbain*, Mémoire M1, Institut d'Etudes Politiques de Lille

- Gaudefroy G., Estienne I., 2008, « *Genèse d'un pôle d'excellence métropolitain : projet urbain de la Zone de l'Union à Roubaix, Tourcoing et Wattrelos* » (Extrait du thème 2 : le renouvellement urbain des quartiers complexes), POPSU
- Goxe. A, Letombe G, Villalba. B, Zuindeau. B, 2008, « Dynamiques de proximité et émergence de formes nouvelles de gouvernances dans le Bassin Minier », in Helga-Jane Scarwell, Claude Kergomard, Richard Laganier (eds), *Environnement et gouvernance des territoires, enjeux, expériences en région Nord-Pas de Calais*, Presse Universitaire du Septentrion, Lille, pp. 171-204.
- Laigle L., 2005, « Inégalités et développement urbain. Caractérisation des situations et de l'action publique », Final Report, Centre Scientifique et Technique du Bâtiment, Paris. CSTB
- Laigle L., 2006, *Politique territoriales et développement durable*, texte de communication au colloque « Dynamique de valorisation et de dévalorisation des territoires urbains », Université d'Evry Val d'Essonne, <http://www.cstb.fr/fileadmin/documents/publicationsScientifiques/doc00004330.pdf>
- Laigle L., Oehler V., 2004, « Les enjeux sociaux et environnementaux du développement urbain, la question des inégalités écologiques », Final Report, Centre Scientifique et Technique du Bâtiment, Paris. CSTB, http://desh.cstb.fr/file/fc3_fiches442.pdf
- Miller Michael J., 2002, « Le "quartier" comme enjeu social et politique : Alma-Gare dans les années 1970 », *Genèses* 3/2002 (no 48), p. 77-99. URL : www.cairn.info/revue-geneses-2002-3-page-77.htm.
- Neveu C., 2005, *Habitant et citoyen, citoyenneté et territoire dans les quartiers de Roubaix*, in Acte du Colloque *Le Territoire, lien ou frontière*, Paris
- Neveu C., 2004, « Une "petite fabrique de territoire" : quartiers et citoyenneté à Roubaix », *Ethnologie Française*, Volume XXXIV, n° 1, 2004, pp. 59-66..
- Matejko L., 2004, « Une politique métropolitaine ? Le patronat inventeur de Lille 2004 », in D. Paris et B. Dolez, *Métropoles en construction. Territoires, politiques et processus*, Paris, L'Harmattan, p. 147-164
- Paris D., Mons D., 2009, *Lille Métropole, laboratoire du nouveau urbain*, Parenthèses Eds
- Paris D., 2006, « Environnement et planification stratégique : le cas de l'aire métropolitaine lilloise », in F. Bachelet, P. Menerault, D. Paris (dir.) *Action Publique et projet métropolitain*, Paris : L'Harmattan, 2006, p. 81 à 98
- Theys J., 2000, « Quand inégalités sociales et inégalités écologiques se cumulent. L'exemple du "SELA" ». Note du CPVS n° 13, MELT-DRAST, Paris.
- Valcke S., « La réparation, une approche des espaces urbains », *Mots. Les langages du politique*, n° 72, *La ville, entre dire et faire*, juillet 2003 [en ligne], mis en ligne le 28 avril 2008. URL : <http://mots.revues.org/index5593.html>. Consulté le 13 mars 2010.
- Vandermotten C., 2007, « Territoire et inégalités », in Cornu Pierre, Bauler Tom, Edwin Zaccarà (eds), *Environnement et inégalités sociales*, Bruxelles, éditions de l'université de Bruxelles.
- Villalba B. (dir), 2009, *Appropriations du développement durable, Émergence, diffusions, traductions*, Villeneuve d'Ascq, Presse universitaire du Septentrion.
- Zuindeau B., 2002, « Développement durable et territoires de reconversion : la place de la recherche dans les nouvelles politiques régionales (l'exemple du Bassin minier du Nord-

Pas-de-Calais) », in Larrue C. (dir), *Recherche et Développement régional durable*, Collection Sciences de la ville, n°17, MSHVT, Tours.